

SOMMAIRE

♦ ÉDITO	3
♦ PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION	4
♦ ÊTRE MILITANT-E AU PLANNING FAMILIAL	6
♦ NUMÉRO VERT : IVG-CONTRACEPTION	7
♦ PERMANENCES D'ACCUEIL ET CONSULTATIONS MÉDICALES	8
♦ ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ : ANIMATIONS EN MILIEU SCOLAIRE	10
♦ PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL : PRODAS	12
♦ LE PLANNING FAMILIAL DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE	14
♦ OUEST ÉTANG DE BERRE	15
♦ PRISE EN COMPTE DES VULNÉRABILITÉS	16
♦ FORMER DES RELAIS : UN OBJECTIF POLITIQUE	18
♦ TRAVAIL EN RÉSEAU ET PARTENARIATS	20
♦ BILAN FINANCIER 2015	22

NOS PERMANENCES D'ACCUEIL ET D'ÉCOUTE SANS RENDEZ-VOUS

MARSEILLE

Au 106, boulevard National 13003 – tél. : 04.91.91.09.39

- ♦ Lundi de 10h à 12h et de 14h à 18h
- ♦ Mardi au jeudi de 14h à 18h
- ♦ Vendredi de 14h à 17h

AIX-EN-PROVENCE

Au CIVG de l'hôpital d'Aix : 9, avenue des Tamaris 13100 – tél. : 04.42.33.56.85

- ♦ Du lundi au vendredi de 14h30 à 16h
- ♦ Consultation médicale et prescription d'une contraception : mercredi de 14h30 à 16h

Au BIJ : 7, avenue Aristide-Briand 13100 – tél. : 04.91.91.09.39

- ♦ Mercredi de 14h30 à 17h30

SALON-DE-PROVENCE

À la MDA : 94, rue Labadie 13300 – tél. : 04.90.56.78.89

- ♦ Mercredi de 13h30 à 16h30

ISTRES

À la MRS Centre tertiaire « La Pyramide » : 2^e étage, place Champollion 13800 – tél. : 04.13.29.56.10

- ♦ Les 2^e et 4^e mercredis du mois de 14h à 17h (ouvert depuis mars 2015)

WWW.IVG.GOUV.FR

0 800 08 11 11 Service & appel
anonymes et gratuits

Sexualités - Contraception - IVG

www.parlons-ici.org Internet

ÉDITO

2015 a été bien sombre avec son lot de violences et de stigmatisations des migrant-e-s, réfugié-e-s, musulman-ne-s... Dans ce contexte, les valeurs de solidarité, d'égalité des droits, d'éducation populaire portées par le Planning Familial et bien d'autres mouvements, sont plus que jamais nécessaires.

Fin 2015, le Planning Familial a été attaqué par une candidate aux élections régionales justement à cause de ces valeurs, à cause de notre dénonciation des rapports inégalitaires entre les sexes et les sexualités. Les discours de soutien à cette occasion ont été nombreux rendant hommage à nos actions historiques en faveur de la maîtrise de la fécondité des femmes.

Les missions du Planning Familial 13 vont bien au-delà de la diffusion de la contraception et de l'information sur l'IVG, c'est ce que donne à voir ce rapport.

Tout en poursuivant ses projets historiques, l'association a trouvé l'énergie d'en développer de nouveaux dont :

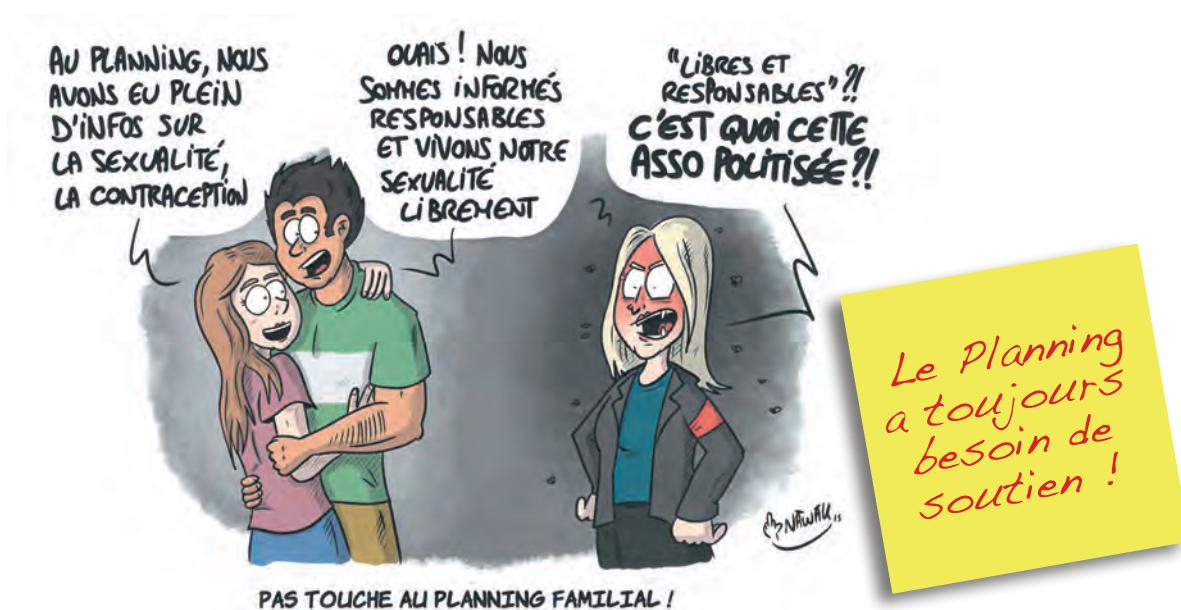
- l'accompagnement de la mise en place du Prodas avec le Planning Familial du Vaucluse (PF 84) et la création d'un espace ressource numérique,
- l'extension des actions à Aix-en-Provence et l'ancrage de la présence du Planning Familial autour de l'étang de Berre,
- l'élargissement des interventions avec les personnes en situation de handicap.

La vie militante bénévole s'est une fois de plus mobilisée, notamment pour faciliter la procédure pour les mineures souhaitant pratiquer leur IVG sous secret.

L'inclusion des personnes minorisé-e-s sexuel-le-s (LGBT) infuse petit à petit l'ensemble de nos actions.

En 2016, le Planning Familial a 60 ans et il a toujours besoin de soutien pour avancer vers une société égalitaire, pour lutter contre les oppressions et pour défendre les droits des plus vulnérables.

**ADHÉRER AU PLANNING FAMILIAL,
C'EST SOUTENIR SES COMBATS !**





PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

♦ Le Planning Familial est une organisation non gouvernementale (**association loi 1901**) qui aura **60 ans** en 2016.

♦ Le Planning Familial 13 a été créé en **1962**.

♦ Le Planning Familial 13 est membre de la **confédération nationale** et de la **fédération régionale PACA** du Planning Familial.

♦ Le Planning Familial est un **mouvement d'éducation populaire**.

♦ **L'équipe** du Planning Familial 13 comprend **30 salarié-e-s** correspondant à **19 équivalents temps plein**. Elle est composée majoritairement de **conseillères conjugales et familiales** formées à l'écoute centrée sur la personne, de **médecins**, d'une petite **équipe de gestion**, d'une troupe de théâtre-forum de **15 comédien-ne-s** et de **militant-e-s bénévoles** aux fonctions variées.



Rassemblement des 40 ans de la loi Veil
17 janvier 2015

POURQUOI LE PLANNING EXISTE-T-IL ? COMMENT DÉFEND-IL SES VALEURS ?

Depuis 60 ans et sa création en 1956 pour obtenir la légalisation de la contraception, le Planning Familial a pris part aux combats qui transforment les rapports de genre.

Les moyens de contraception sont aujourd'hui utilisés massivement : vécus comme une immense libération il y a 50 ans, ils peuvent de nos jours être ressentis comme une obligation imposée aux femmes par la société via le corps médical, comme contraignants, voire avec des risques inquiétants.

Le Planning Familial est attentif aux progrès qui restent encore à faire et aux acquis à conserver : accès et remboursement de tous les moyens de contraception y compris masculins, information du public, formation des professionnel-le-s, accompagnement et respect du choix des personnes...

L'IVG a été légalisée il y a 40 ans pour répondre à la mise en danger de la santé et de la vie des femmes par des pratiques illégales. Comme partout dans le monde, l'interdiction de l'avortement ne le faisait pas disparaître, il le rendait seulement clandestin, dangereux et source de corruption.

Le Planning familial est là pour en garantir l'accès, pour changer le regard négatif porté sur cet acte et sur les femmes qui y recourent. Il rappelle la complexité des comportements et des rapports humains et le poids de l'injonction de l'enfantement faite aux couples, en particulier aux femmes.

Les femmes ont acquis des droits en terme d'égalité : elles peuvent être autonomes pour étudier, travailler, avoir l'autorité parentale...

Le Planning Familial rappelle que les rapports sociaux entre les sexes n'ont pas connu de transformation radicale. L'éducation a continué à construire différemment garçons et filles : l'asymétrie des rapports hommes-femmes, la position dominante du masculin tout particulièrement dans la prise en charge des tâches liées à la famille ou dans la sphère professionnelle restent prégnantes. Les violences et le sexisme demeurent banals et quotidiens.

L'égalité réelle est encore loin. L'analyse de genre nous aide à décrypter et à dénoncer cette injustice.

La vie affective et sexuelle se transforme : sexualité de la jeunesse avant la mise en couple, pratiques sexuelles multiples, augmentation du nombre de divorces/séparations, multiplication des familles monoparentales à temps partiel ou complet, multiplication des familles recomposées, loi autorisant le mariage des personnes de même sexe et mobilisation pour l'homoparentalité.

Le Planning Familial se bat contre la norme idéalisée qui reste celle d'une famille composée d'un homme et d'une femme ayant une vie commune. Il se dresse contre le romantisme béat ou la pornographie machiste qui imposent leurs modèles. Il dénonce homophobie, lesbophobie, transphobie qui sévissent toujours qu'elles soient insidieuses ou assumées.

Le PLANNING FAMILIAL revendique et agit :

- Pour le droit de choisir sa maternité (accès à la contraception et à l'avortement, à l'accouchement sans maltraitance).
- Pour l'accès aux méthodes de prévention et de réduction des risques, notamment en matière de grossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles (IST).
- Contre les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle et contre les normes inégalitaires entre les sexes.
- Contre toute forme de violences sexuelles ou sexistes : violences familiales, conjugales, agressions sexuelles et viols, mariages forcés, mutilations sexuelles...

PUGNACITÉ DANS LE DISCOURS PUBLIC, PRAGMATISME SUR LE TERRAIN

- En entretien individuel c'est la rencontre avec la personne qui prime : celle-ci est entendue, acceptée pour ce qu'elle est, et accompagnée vers là où elle veut ou peut aller.
- En collectif de jeunes, d'adultes ou de professionnel-le-s c'est avec la diversité du groupe et le partage d'expériences que la pensée et la parole s'élaborent.
- Dans les débats et les apparitions publiques ce sont les axes politiques réfléchis collectivement au sein du Planning Familial qui sont argumentés.

Toutes ces dimensions font la richesse et la complexité des actions et des prises de position.

GLOSSAIRE

- ♦ **ADDAP** : Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention
- ♦ **AFPA** : Association pour la Formation Professionnelle des Adultes
- ♦ **ARS** : Agence Régionale de Santé
- ♦ **Ars** : Association pour la réadaptation sociale
- ♦ **ASV** : Atelier Santé Ville
- ♦ **BIJ** : Bureau d'Information Jeunesse
- ♦ **CAF** : Caisse d'Allocations Familiales
- ♦ **CCF** : Conseiller-ère Conjugal-e et Familial-e
- ♦ **CDAG** : Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit
- ♦ **CeDDIST** : Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles
- ♦ **CEF** : Centre Éducatif Fermé
- ♦ **CeGIDD** : Centre Gratuit d'Information de Dépistage et de Diagnostic (fusion des anciens CeDDIST et des CDAG)
- ♦ **CIDFF** : Centre d'Information du Droit des Femmes et des Familles
- ♦ **CIVG** : Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse
- ♦ **CoDES** : Comité Départemental d'Éducation pour la Santé
- ♦ **COREVIH** : Coordination Régionale de lutte contre le Virus de l'Immunodéficience Humaine
- ♦ **CPAM** : Caisse Primaire d'Assurance Maladie
- ♦ **CPEF** : Centre de Planification et d'Éducation Familiale
- ♦ **EPM** : Établissement Pénitentiaire pour Mineurs
- ♦ **ESAT** : Établissement et Service d'Aide par le Travail
- ♦ **ESPE** : École Supérieure du Professorat de l'Éducation
- ♦ **ETAPS** : Espaces Territoriaux d'Accès aux Premiers Savoirs
- ♦ **FAM** : Foyer d'Accueil Médicalisé
- ♦ **IME** : Institut Médico-Éducatif
- ♦ **MAS** : Maison d'Accueil Spécialisée
- ♦ **MDA** : Maison des Adolescents
- ♦ **MEP** : Mutuelle Étudiante de Proximité
- ♦ **PF** : Planning Familial
- ♦ **MRS** : Maison Régionale de Santé
- ♦ **PJJ** : Protection Judiciaire de la Jeunesse
- ♦ **REP** : Réseau d'Éducation Prioritaire
- ♦ **RéSOEB** : Réseau Santé Ouest Étang de Berre
- ♦ **VHB** : Virus de l'Hépatite B
- ♦ **VHC** : Virus de l'Hépatite C
- ♦ **VIH** : Virus de l'Immunodéficience Humaine



ÊTRE MILITANT-E AU PLANNING FAMILIAL

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

♦ 17 janvier 2015 : **40 ans de la loi Veil.**

♦ 7 mars 2015 : **marche de nuit non mixte.**

LES SOIRÉES

♦ **Accompagnement des mineures pour une IVG** (objectif d'élaborer un guide pour les accompagnant-e-s).

♦ **Santé des femmes** : quelle médecine voulons-nous ?

♦ **Contraception masculine**

♦ **Visibilité lesbienne pendant la Pride**

♦ **Harcèlement de rue**

**RETROUVEZ LES RENDEZ-VOUS
ET LES SOIRÉES SUR LE SITE :
www.leplanning13.org**



Le Planning Familial 13 affirme sa volonté politique de considérer que le travail – en tant que service nécessaire auprès des différents publics – soit rémunéré et effectué par des personnes salariées : il en est ainsi pour l'accueil, l'écoute, l'information, les consultations, la formation, les interventions auprès de différents publics... Il s'agit là d'une garantie de continuité et de compétence. Ce travail professionnel de terrain effectué par des salarié-e-s engagé-e-s donne non seulement de la légitimité au Planning pour témoigner et revendiquer publiquement mais il nourrit aussi la conscience et les combats politiques de l'association.

S'y ajoute la place grandissante des militant-e-s bénévoles qui s'engagent dans l'organisation d'actions diverses comme des manifestations, des soirées publiques à thèmes, des réunions de réflexion, et dans la participation à la vie de l'association (aux niveaux départemental, régional et national) et selon les cas dans les actions auprès du public (stands notamment).

LA VIE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE

Une année 2014 très difficile en termes de finances et de charge de travail a nécessité de repenser l'organisation de l'association. Cela a été porté par un comité de réflexion et de proposition qui travaille à la gouvernance, à la répartition des responsabilités et des délégations dans le travail salarié, à la stratégie de l'association, et à la place des bénévoles. Le 14 mars, une journée de travail

au Frioul rassemblant 30 membres actifs de l'association, salarié-e-s et bénévoles, a été un temps fort de cette transformation qui est toujours en cours.

LA VIE ASSOCIATIVE RÉGIONALE ET NATIONALE

Les cinq associations départementales de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur se rencontrent régulièrement :

- week-end de réflexion à La Couronne (septembre)
- journées des écoutant-e-s du numéro vert (janvier et décembre)
- formation à l'accueil des personnes minorisées sexuelles (novembre)

Le président du Planning Familial 13 fait partie du « pôle de personnes ressources commission des conflits » et a suivi à ce titre les nombreuses démarches qui ont abouti à la radiation du Planning Familial du Var (PF83) par le conseil d'administration national. Étaient en cause des modes de fonctionnement non conformes aux statuts et à l'esprit du Planning Familial.

En 2015, le Planning Familial 13 a participé à quatre commissions nationales : « Formation », « Femmes et Sida », « Finances » et « Vie du mouvement ». La référente des actions Handicap du PF13 a animé des regroupements nationaux sur ce sujet.

La responsable du numéro vert IVG-Contraception régional a participé à la mise en place du numéro vert national.

NUMÉRO VERT

IVG-CONTRACEPTION

UN NUMÉRO NATIONAL QUI S'APPUIE SUR LES
PLATEFORMES TÉLÉPHONIQUES RÉGIONALES :
LE 0800 08 11 11*

En septembre 2015, pour augmenter la visibilité et l'efficacité des plateformes téléphoniques régionales d'information et d'orientation sur l'IVG et la contraception mises en place en juillet 2000, le ministère de la Santé a ouvert un **numéro unique national, le 0800 08 11 11***. Ce numéro bascule les appels vers les régions correspondantes sur leurs horaires d'ouverture ou vers d'autres écoutant-e-s pendant les débordements horaires.

Ce dispositif national est géré par la confédération du Planning Familial.

La mise en place de ce numéro unique national est un signe fort : il montre l'importance de la question et constitue un réel bénéfice pour les femmes qui auront moins de risques de tomber sur une des lignes anti-IVG très présentes sur internet. En région PACA, le numéro vert 0800 105 105* est reconnu depuis quinze ans comme un outil important de prévention et d'aide à distance en santé, dont les objectifs sont :

- **Accompagner les personnes** – dans les informations sur la contraception, l'IVG, les sexualités, la prévention...

– pour une orientation en fonction de leur situation personnelle, sociale et géographique : à cet effet, le fichier des lieux et des personnes ressources est actualisé au jour le jour ;

– dans une écoute centrée sur la personne exercée par des professionnel-le-s qui acceptent leurs ressentis, sans juger leurs choix.

- **Contribuer à l'amélioration du réseau régional** par un partage des informations entre acteurs du territoire et un repérage des ressources et des difficultés éventuelles. La place du Planning Familial 13 dans ce dispositif d'accès à l'IVG permet d'être en relation avec les médecins, les hôpitaux, l'ARS pour faire remonter les difficultés et trouver les moyens d'y remédier.

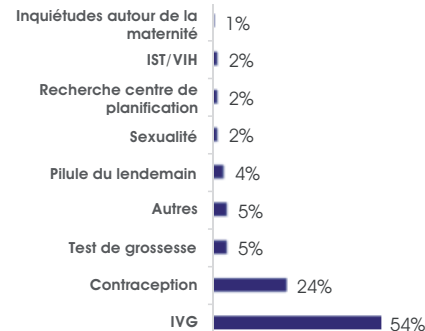
- **Participer à notre projet associatif : défense du « droit de choisir »**, questionnement du regard culpabilisant sur l'IVG, mise en lumière des assignations de genre et dénonciation des discriminations sociales.

**Quel que soit le numéro composé, 0800 105 105 ou 0800 08 11 11, les appels arrivent sur la même ligne d'écoute.*

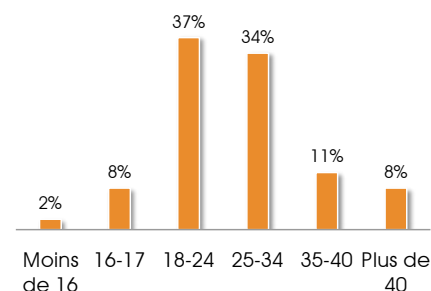


♦ **3 400** appels au **numéro vert**.

♦ MOTIF DES APPELS



♦ ÂGE DES APPELANT-E-S



SITE INTERNET

www.parlons-ici.org

« Parlons contraception IVG sexualité en région PACA »

Ce site met à disposition des internautes :

- des **textes** reflétant la pratique et les combats associatifs du Planning Familial,
- des **informations** validées par un comité scientifique régional,
- un **annuaire interactif** précis et actualisé des professionnel-le-s et lieux ressources en PACA, avec géolocalisation à partir d'un téléphone mobile,
- la possibilité de **poser une question** plus personnelle dans un anonymat protecteur. **Les questions envoyées par mails reçoivent une réponse écrite par une conseillère du Planning Familial dans les 48 h.**

♦ **18 000** visites sur le site internet.

♦ environ **2 questions** quotidiennes par mail.

NUMÉRO VERT

0800 08 11 11*

« Sexualités
Contraception IVG »

La ligne est ouverte du **lundi au samedi de 9 h à 20 h** (lundi jusqu'à 22 h).

Du lundi au vendredi de 9 h à 19 h et le samedi de 9 h à 12 h, les écoutant-e-s sont des personnes formées à l'écoute des 4 associations départementales du Planning Familial de la région. Elles disposent du fichier précis et actualisé des ressources IVG-Contraception en PACA qui est aussi ouvert aux écoutant-e-s nationaux-les.

WWW.IVG.GOUV.FR

0 800 08 11 11 Service & appel anonymes et gratuits
Sexualités - Contraception - IVG

Affiche de la campagne nationale 2015

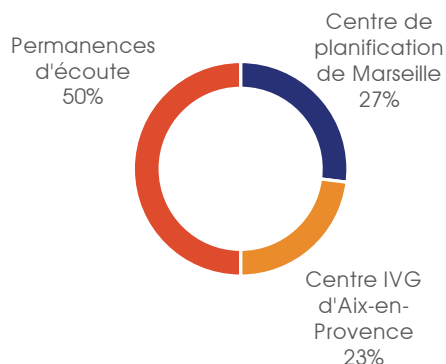




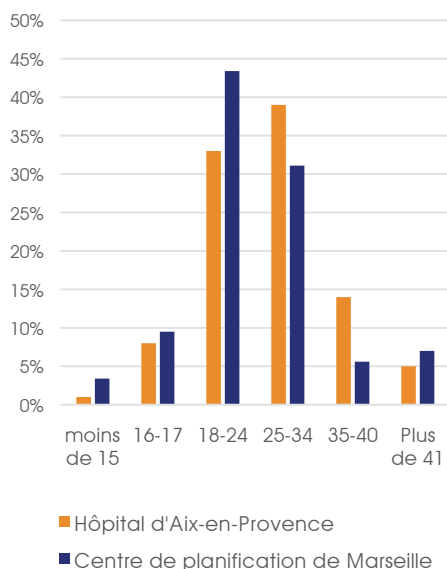
PERMANENCES ET CONSULTATIONS MÉDICALES

ACCUEIL DU PUBLIC

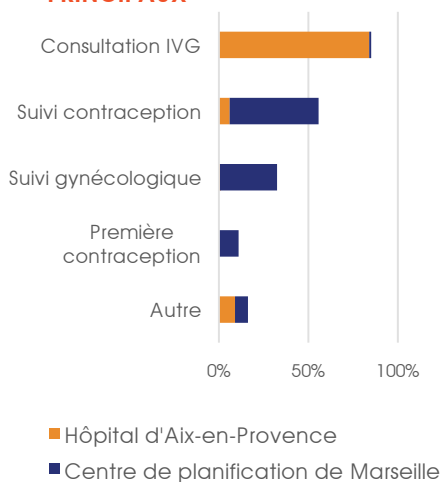
5 904 personnes accueillies



RÉPARTITION PAR ÂGE



RÉPARTITION PAR MOTIFS PRINCIPAUX



Les entretiens avec des conseillères et les consultations médicales d'orthogénie sont des activités historiques et emblématiques du Planning Familial.



Selon leur lieu d'implantation, les permanences d'écoute du Planning Familial 13 accueillent des publics un peu différents. À Marseille, ce sont surtout des jeunes filles ou femmes qui viennent chercher des informations et qui sont satisfaites de trouver une écoute bienveillante et non jugeante propice au meilleur choix. Un grand nombre de demandes concerne la mise en place ou le suivi d'une contraception. Les conseillères du Planning ont à cœur de passer du temps pour évaluer avec la personne ou le couple quel sera le moyen le plus adapté.

Beaucoup viennent aussi faire un test de grossesse. Pour elles, c'est gratuit, confidentiel et on peut en parler. C'est une occasion de s'entretenir de la sexualité, de la relation avec le-la partenaire, des prises de risques, des IST, de la famille et de la contraception.

Si le test de grossesse est positif, la question de l'avenir de cette grossesse se pose, la garder ou pas ? pourquoi ? comment ? faire une IVG ? quelle méthode ? où ? quel médecin ? quel hôpital ? quel accompagnement ? la confidentialité ?

Le CPEF du Planning Familial marseillais du 106 boulevard National applique les

principes de consultations médicales non payantes, confidentielles et attentives. Son implantation dans un des quartiers les plus pauvres de la ville – et pauvre aussi en médecins spécialistes – amène également des femmes plus âgées qui souhaitent un suivi gynécologique.

Au sein du CIVG de l'hôpital d'Aix-en-Provence, les conseillères du Planning ont la tâche particulière d'accompagner les femmes dans leur parcours IVG et de parler contraception avec les accouchées.

À Istres, Salon et Aix-centre, les permanences d'accueil, encore récentes, sont moins fréquentées et elles permettent de ce fait des entretiens plus approfondis.

Les entretiens d'écoute révèlent souvent des violences sexistes « ordinaires » et des difficultés pour vivre sa vie affective et amoureuse. Parfois la situation est plus grave : mariage forcé, violence intrafamiliale, etc. Quand une solution est difficile à trouver, la mise à l'abri peut alors être assurée par l'association et ses militant-e-s.

L'écoute active centrée sur la personne

Inspirée des principes de Carl Rogers, l'écoute active met en œuvre l'empathie, la congruence et le regard positif sur la personne afin de créer un espace de confiance et faciliter la connaissance que la personne a d'elle-même, de la situation qu'elle vit et de ses capacités personnelles. Cette pratique est fondée sur une éthique du respect des différences, de responsabilité et de liberté des personnes. Elle a le souci d'inclure la diversité des personnes et des situations. Elle est particulièrement adaptée en matière de prévention, d'accompagnement au choix de contraception, comme à celui de poursuite ou non de grossesse...

L'ACCOMPAGNEMENT DES MINEURES

Cette année l'association s'est particulièrement mobilisée sur **l'accompagnement des mineures souhaitant garder le secret de leur IVG**.

Ces jeunes filles doivent se rendre dans un CIVG public pour bénéficier de cette disposition légale. Toutefois l'accompagnement par une personne majeure prévu par la loi est entouré de règles variables selon les centres : certains refusent le petit copain de 18 ans, d'autres réclament une présence continue lors de tous les rendez-vous et le jour de l'IVG, d'autres encore demandent la carte vitale des parents. Il s'agit parfois de consignes du service, parfois du zèle mal placé d'un-e professionnel-le du secrétariat.

Ces contraintes mettent certaines mineures, souvent celles avec peu de ressources sociales, en grande difficulté. Les jeunes filles ne savent pas comment faire et la grossesse avance. Il nous a ainsi été rapporté le cas d'une jeune fille qui interpellait une inconnue dans la salle d'attente pour qu'elle soit sa majeure référente !

Censée être un soutien, la disposition légale de la personne référente devient alors paradoxalement un obstacle supplémentaire pour une mineure.

C'est ainsi que des militant-e-s du Planning Familial 13 ont créé un petit

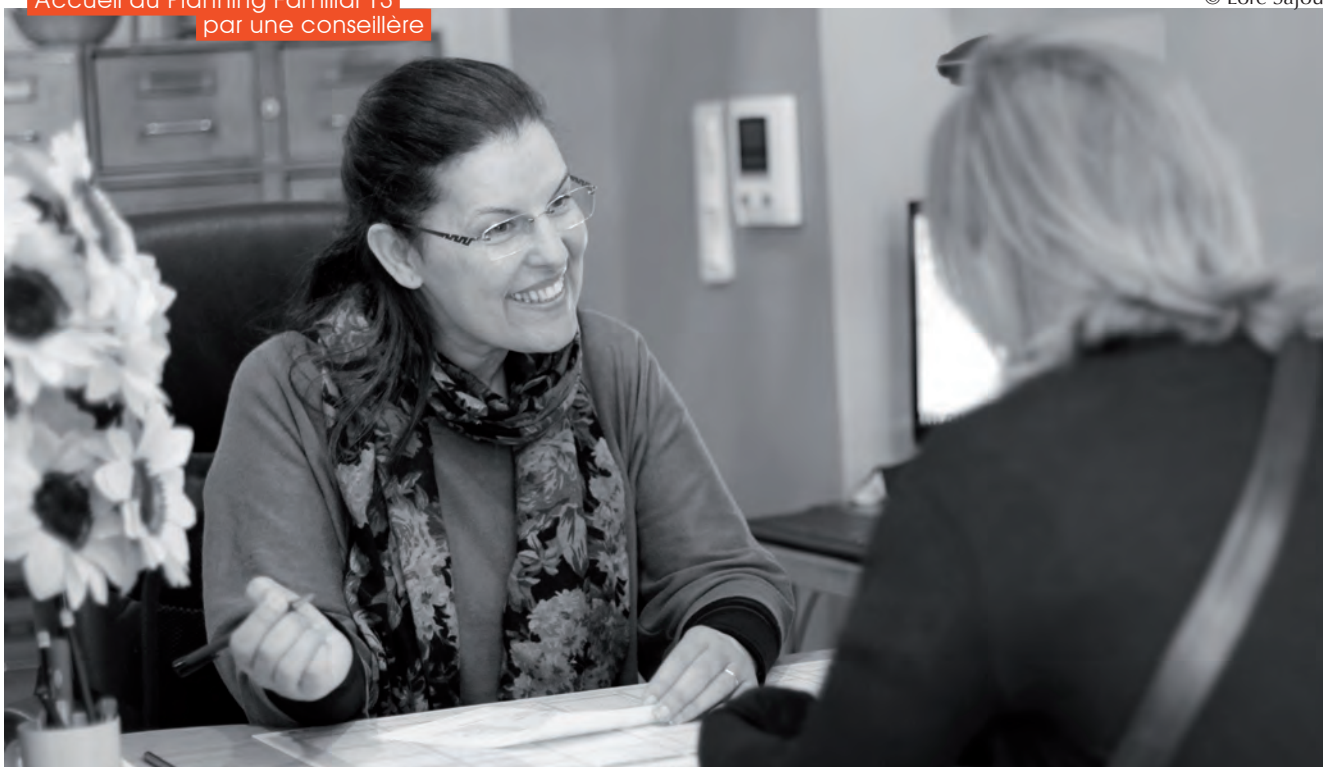
groupe d'accompagnant-e-s que les conseillères peuvent solliciter si une jeune fille n'a personne de confiance dans son entourage. Une brochure « Le guide de l'accompagnant-e » doit servir à sensibiliser les CIVG à cette question. L'Agence Régionale de Santé (ARS) a aussi été alertée de ce problème d'accès.

LES IVG HORS DÉLAI LÉGAL

En 2015, le Planning Familial 13 a reçu une dizaine de femmes qui souhaitent avorter bien qu'étant hors du délai légal français. Ces demandes, faute de trouver une solution en France (même pour un unique jour de dépassement), sont orientées vers les pays européens disposant d'une législation différente, le plus souvent l'Espagne. Souvent ce sont les services d'IVG qui, trouvant leur demande légitime, nous les adressent. Dans ces cas, les femmes doivent payer elles-mêmes leur avortement dont le coût est élevé : de 800 à 1200 € pour l'IVG selon l'âge de la grossesse auxquels s'ajoutent les frais de voyage. Quand une femme se trouve dans l'impossibilité de réunir cette somme, le Planning Familial lance un appel à solidarité financière à ses adhérent-e-s et sympathisant-e-s. En 2015, cinq appels ont été lancés qui ont réuni 1140 €. Une petite contribution pour compenser un trou noir de la solidarité sociale.

Le Planning Familial fait en sorte de bien connaître les différents acteurs et d'être connu d'eux. Nous entretenons ainsi des relations suivies avec Médecins du Monde, Autres Regards, SOS Femmes, le CIDFF, les CIVG, les CPEF, des médecins de ville pratiquant l'IVG, des pharmaciens, des laboratoires, des cabinets de radiologie. Cela permet de nous adresser mutuellement les personnes avec pertinence et en confiance.

Accueil au Planning Familial 13
par une conseillère



© Lore Sajous



ÉDUCATION À LA SEXUALITÉ

ANIMATIONS EN MILIEU SCOLAIRE

*Les hommes ont
des privilèges.
Le lion c'est le roi
des animaux alors
que c'est la lionne
qui chasse et
pourtant c'est lui
le roi.*

*En vrai quand
les garçons
se traitent de
tapettes ce sont
les filles qu'ils
insultent.*

*Je suis très
surprise que ces
deux élèves soient
venus remplacer
les comédiens pour
développer leurs
arguments : ce sont
les plus effacés de
la classe !*

L'éducation à la sexualité est une mission obligatoire de l'Éducation nationale depuis 1996 qui s'inscrit dans le cadre de l'éducation à la santé. Les parents, la famille ne peuvent être les seuls référents de cette question. Association agréée par l'Éducation nationale, le Planning Familial 13 est investi depuis de longues années dans un partenariat avec le Conseil départemental, le Conseil régional et l'ARS pour mener des actions de prévention sur les risques liés à la sexualité.

L'objectif des interventions d'éducation à la sexualité, en accord avec les circulaires de l'Éducation nationale, est de permettre aux jeunes gens et aux jeunes filles :

- d'acquérir et de renforcer leurs connaissances,
- de connaître les personnes et les lieux ressources d'accompagnement,
- d'envisager ce qu'est une vie affective, relationnelle et sexuelle épanouie et consentie, dans le respect de soi-même et de l'autre.

La prévention des risques liés à la sexualité reste une problématique complexe. D'une part, parce qu'elle englobe des thématiques diverses et individuellement complexes (grossesses non désirées, IST et violences), d'autre part, parce que les contextes de risques reposent sur un très grand nombre de facteurs qui peuvent se combiner entre eux : âge, sexe, genre, statut social, accès à l'information, contexte culturel et/ou religieux... S'agissant de sujets se rapportant à l'intime, souvent tabous, ils restent difficiles à aborder spontanément. C'est pourquoi ces interventions ne prennent ni la forme d'un discours ni celle d'un cours

mais instaurent un cadre d'échange et de confiance. C'est sur cette base qu'il devient possible d'interroger le poids des normes et des assignations et de se penser acteur de sa vie et libre de ses choix. En effet, pour prendre une contraception ou pour aller dans un centre de planification, pour consentir ou refuser une relation sexuelle, s'adresser et s'appuyer sur un-e professionnel-le (externe ou interne à l'établissement), il faut encore pouvoir envisager avoir prise sur son environnement et se distancier des normes du groupe pour se construire ses propres repères.

Si les règles sociales peuvent être considérées comme protectrices elles peuvent néanmoins être maltraitantes (par exemple, les interdictions de sortie sont souvent gérées de façon différente selon qu'on est une fille ou un garçon).

Pour prévenir, c'est-à-dire réduire, les risques sexuels, il est indispensable de travailler avec les jeunes sur le rapport au corps, l'image de soi, le rapport à l'autre, leur permettre d'identifier les situations à risque, et de les aider à élaborer des stratégies pour les éviter ou y faire face autrement.

La spécificité de la méthode d'animation du Planning Familial est de prendre en compte la globalité des facteurs qui amènent les jeunes à une prise de risque sexuel, et non de se limiter à une simple information sur la contraception et les contextes de risques. C'est ainsi que, dans la discussion, les élèves peuvent parfois mesurer, même de façon très fugace, qu'il est possible de contrevenir au rôle que l'on se donne et/ou que les autres nous donnent.

En général, ces groupes de parole suivent ou précèdent une séance de théâtre-forum (voir page ci-contre) ; ils se déroulent en demi-classe, principalement en non mixité, dispositif essentiel pour favoriser les échanges et libérer la parole.

Une représentation de théâtre-forum avec la participation d'un élève





LE THÉÂTRE-FORUM

Relevant de l'éducation populaire, le théâtre-forum (ou théâtre de l'opprimé) est une technique de théâtre interactif. Dans un premier temps, une histoire est jouée sous forme de saynètes, par des comédien-ne-s, devant un public d'élèves ; un (ou plusieurs) des personnages ne peut dire ce qu'il a envie de dire ou ne peut pas faire valoir ses droits. Dans une seconde phase, après un temps d'échanges avec les élèves qui permet de verbaliser ce qui les a fait réagir, on leur propose de remplacer « l'opprimé-e » ou le personnage pivot pour essayer de faire évoluer la situation. Le joker (un-e des comédien-ne-s) anime le débat : des avis différents sont exprimés, entendus, discutés dans un cadre clair énoncé préalablement, avec des règles d'écoute particulières.

L'équipe des comédien-ne-s est formée aux bases théoriques et à la posture spécifique du Planning (regard positif inconditionnel, non-jugement, éducation populaire...). En lien avec les CCF du Planning et grâce à une analyse de la pratique régulière, l'équipe des comédien-ne-s veille à travailler en complémentarité et en cohérence avec les groupes infos qui suivent ou précèdent les séances de théâtre-forum. Les problématiques abordées sont régulièrement mises à jour afin de correspondre toujours mieux à l'évolution des réalités rencontrées, et ainsi favoriser l'identification à ces situations et personnages.

Théâtraliser des histoires, difficultés, conflits qui concernent les jeunes permet de les aborder, parfois pour la première fois. La distance propre à la représentation

théâtrale permet aussi de parler de soi ou de situations proches sans que ça ne soit perçu par le groupe, puisqu'il s'agit de remplacer un personnage, évitant de ce fait un jugement personnel et les difficultés qui pourraient en découler.

La parole ainsi libérée permet alors de reprendre et d'affiner la réflexion au moment des groupes qui suivent la séance de théâtre-forum.

Le théâtre-forum et la posture associée permettent de développer chez les jeunes la croyance en leurs ressources et capacités à adopter un nouveau comportement dans telle ou telle situation. En effet, remplacer le personnage opprimé peut amener à ressentir ce qu'il-elle subit, permettant de développer les facultés d'empathie et, par là-même, de favoriser la prévention des conflits. En outre, la possibilité de remplacer un personnage féminin par un masculin, et inversement, amène souvent à constater que les problématiques ne sont pas spécifiques à l'un ou l'autre sexe.

La question des réputations des filles reste une préoccupation actuelle pour les jeunes, accentuée par l'omniprésence des réseaux sociaux. Au collège, elle est discutée au travers de l'image de soi et du regard des autres sur les changements du corps des filles à la puberté : ces changements et la façon dont ils sont vécus ou ressentis sont largement travaillés avec les collégien-ne-s. En effet, chez les jeunes la puberté pose nombre de questions ou d'inquiétudes. Dans les lycées, la thématique des réputations des filles se discute davantage au travers de la liberté versus contrainte à disposer de son corps : plaisir, consentement, morale... c'est-à-dire ce qui traverse les rapports sociaux de sexe.

♦ En 2015, le Planning Familial 13 est intervenu dans **61 établissements du département**, auprès de **9 240 élèves ou étudiant-e-s**. Il y a eu **70 séances de théâtre-forum**.

COLLÈGES

♦ **22 collèges** (14 à Marseille et 8 dans le reste du département).

♦ **145 interventions** en classe : **2973 élèves**.

LYCÉES

♦ **19 lycées** (7 à Marseille et 12 dans le reste du département).

♦ **69 interventions** en classe : **2004 élèves**.

♦ **12 stands** : **2 184 élèves** rencontré-e-s.

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

♦ **10 autres établissements** accueillant les jeunes hors temps scolaire.

♦ **28 actions** mises en œuvre.

♦ **382 élèves**.

ÉTUDIANTS

♦ **10 établissements** (4 à Marseille, 6 dans le reste du département).

♦ **33 séances** concernant **384 étudiant-e-s**.

♦ **30 stands** : **1 313 étudiant-e-s** rencontré-e-s.



PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT AFFECTIF ET SOCIAL

PRODAS

♦ Partenariat institutionnel :

politique de la ville, ARS PACA, ville de Marseille, Éducation nationale : rectorat, inspection académique.

♦ Partenariat opérationnel :

équipes éducatives élargies, chefs d'établissement, coordinatrices REP, enseignant-e-s, travailleur-euse-s sociaux-ales.

*Avant quand je ne comprenais pas je n'osais pas demander à la maîtresse, maintenant j'ose demander.
(CM1)*

♦ En 2015, le Prodass a été mis en œuvre dans **43 classes** : **26 classes en expérimentation**, et **17 classes** qui expérimentent désormais le programme **sans notre intervention** (les enseignant-e-s l'animant seul-e-s).

♦ **1 050** élèves concernés dans **8 écoles élémentaires**, **2 écoles maternelles** et **1 collège**.

*Je me suis servi de ce que j'ai appris pour parler fort, parce que avant j'avais peur de parler mais maintenant c'est fini !
(CM1-CM2)*

Le **PRO**gramme de Développement Affectif et Social (Prodass) est un programme québécois de prévention précoce, qui permet un travail de long terme avec les enfants dès le plus jeune âge (4 ans) et tout au long de la scolarité.

Le Prodass est défini comme une méthodologie éducative et préventive de développement de la personne, fondée sur l'expression des ressentis. Il est conçu pour aider les jeunes à se comprendre et se respecter eux-mêmes pour ensuite comprendre et respecter les autres. Il vise à favoriser l'autonomisation et la responsabilisation des enfants.

L'objectif est aussi de favoriser le bien-être social et affectif des jeunes et d'améliorer le bien-être scolaire.

Le programme agit de façon coordonnée sur les trois facteurs fondamentaux du développement socio-affectif : la conscience de soi, la réalisation de soi et l'interaction sociale.

À Marseille, le Planning Familial mène depuis 2005 une expérimentation d'adaptation du programme dans notre contexte local. Nous avons commencé avec des enseignant-e-s du centre-ville, puis des 14^e et 15^e arrondissements. Dans une seconde phase, nous nous sommes intéressé-e-s aux conditions de généralisation du programme avec des écoles du 3^e arrondissement.

L'objectif de la formation au Prodass est que les enseignant-e-s qui y participent puissent, à terme, être capables de mettre en œuvre le programme sans aide extérieure.

Chaque année, nous observons des effets positifs tant du côté des enfants et du groupe classe que du côté des enseignant-e-s.

EFFETS OBSERVABLES DU PROGRAMME (2005-2015)

En respectant la régularité des séances sur le long terme, les enfants progressent en termes d'acquisition des règles de parole, de compétences orales, d'expression du ressenti et de confiance en soi. Au niveau du groupe classe on observe davantage de coopération et d'entraide et une gestion des conflits facilitée par la parole. Les progrès sont évidents sur l'ensemble des groupes classes observés sur plus d'un an.

Quant aux enseignant-e-s, ils-elles témoignent du fait de mieux connaître leurs élèves, mais aussi d'être plus à l'écoute des ressentis et de gérer les conflits différemment. Ils-elles voient leurs élèves autrement et portent un regard positif sur les élèves parfois difficiles ou en échec, ce qui leur permet de restaurer une meilleure relation pédagogique avec eux. Ils-elles développent une écoute différente également avec les parents, ce qui facilite le développement d'une relation de confiance.



Représentation du cercle magique par une élève d'école maternelle

J'ai dessiné un cercle magique parce que j'aime bien qu'on soit assis tous en rond.

ENJEUX POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2015-2016

L'Agence Régionale de Santé qui souhaite un développement du Prodas à l'échelle régionale, avec le Planning Familial 13 comme pôle de compétence, nous a octroyé un nouveau financement. À ce titre, nous avons déjà formé l'équipe du Planning Familial 84 qui commence la mise en œuvre du Prodas dans quelques classes depuis fin 2015. La suite va consister à former d'autres partenaires dans les départements des Alpes-Maritimes et/ou du Var.

Dans ce même volet de régionalisation, un travail d'autonomisation des équipes et des enseignant-e-s a vu le jour depuis 2014. Il a été financé par les partenaires historiques du Prodas (ARS-Délégation territoriale 13, Contrat de Ville de Marseille et Ville de Marseille) et aujourd'hui par l'ARS-Pôle régional. Il se traduit par l'accompagnement d'équipes éducatives dans lesquelles l'autonomisation des enseignant-e-s est très forte et qui sont demandeuses d'un soutien à l'échelle collective. L'objectif est de renforcer leur autonomisation et la pérennité du programme dans ces écoles. Nous nous appuyons sur les enseignant-e-s pour élaborer une méthodologie d'intervention que nous pourrions reporter vers d'autres établissements par la suite.

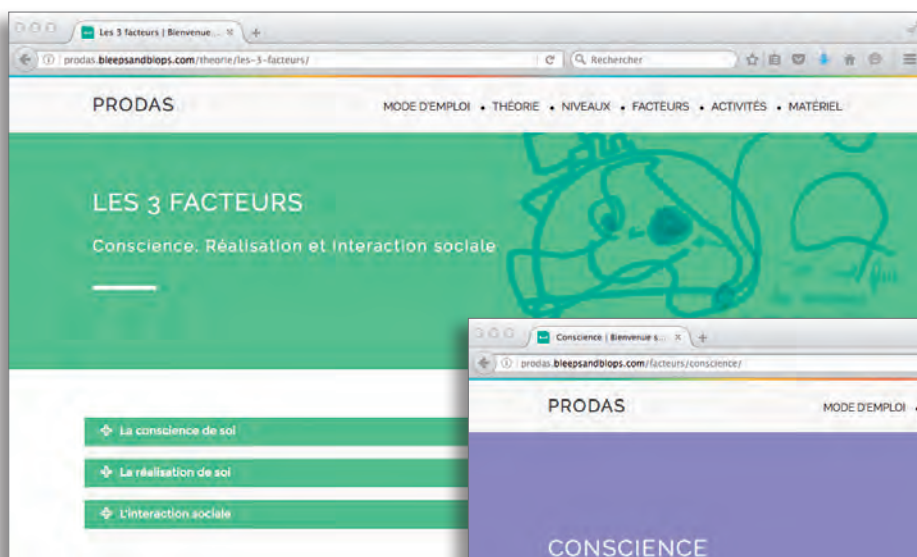
Parallèlement à cette action, le Planning Familial 13 travaille à la création d'un espace-ressource numérique dédié au Prodas, qui permettra à la fois d'accompagner et d'approfondir la formation des enseignant-e-s et de diffuser les informations nécessaires à l'appréhension du projet et à son relais au sein des familles et des institutions. Cet outil devrait être opérationnel au printemps 2016.

Cette année 2015 a également été marquée par de nombreuses demandes d'écoles d'entrer dans le dispositif. Ainsi en septembre 2015, quatre nouvelles écoles ont pu participer à la formation : la maternelle Canet Ambrosini, la nouvelle école Bugeaud, la maternelle Belle-de-Mai et l'élémentaire Malpassé-Oliviers. Il s'agit maintenant de soutenir la dynamique naissante autour du Prodas dans ces écoles.

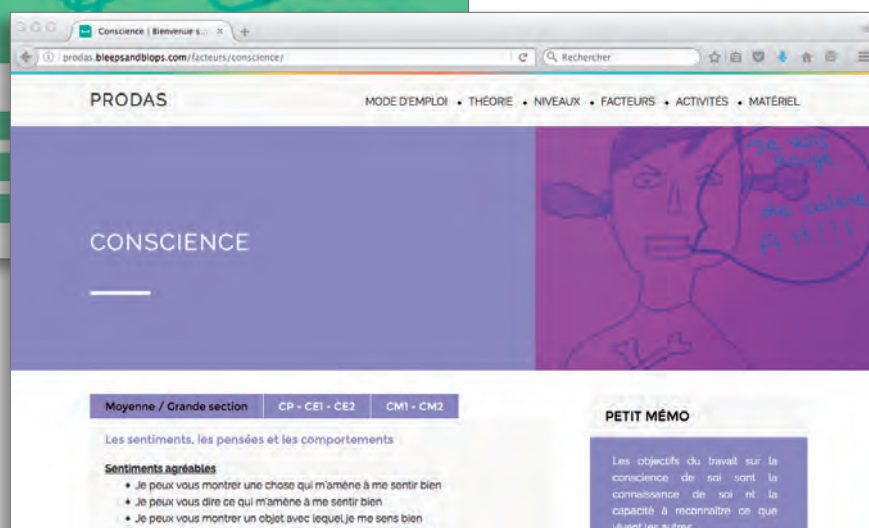
Un projet a démarré également en 2015, en partenariat avec l'ARS et l'ESPE. Il s'agirait d'intervenir dans la formation initiale des futur-e-s professeur-e-s des écoles, en créant une Unité d'Enseignement dédiée à l'éducation à la santé. Ce projet a commencé depuis peu par la participation du Planning Familial 13 à plusieurs tables-rondes à l'ESPE d'Aix-en-Provence.

Des fois j'avais du mal à trouver les mots, mais quand je les trouvais je me sentais mieux (CM2)

Quand je les vois raisonner dans le cercle, ça m'aide à mieux les comprendre et à mieux les accompagner pendant les autres moments de classe (Enseignante de CE2)

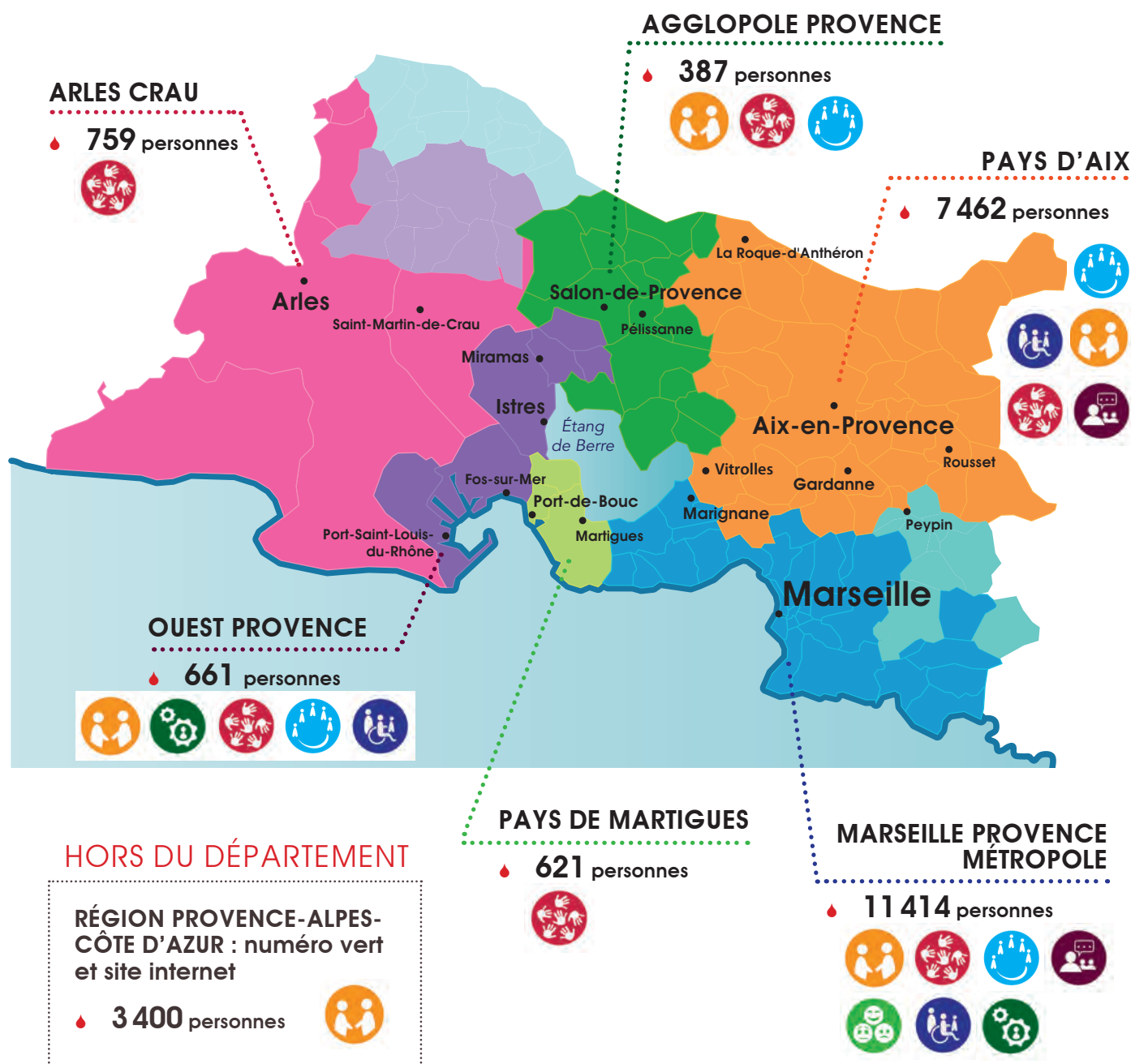


Pages de l'espace numérique dédié au Prodas



LE PLANNING FAMILIAL DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÈS DE **25 000 PERSONNES** CONCERNÉES PAR NOS ACTIONS



Accueil individuel



Accompagnement professionnel



Handicap

Communes où intervient le Planning Familial



Accueil collectif des scolaires



Accueil collectif des autres publics



Prodas



Formation

QUEST ÉTANG DE BERRE



♦ MIRAMAS :
270 personnes



♦ ISTRES : 293 personnes



♦ PORT-DE-BOUC :
341 personnes



♦ MARTIGUES :
280 personnes



♦ PORT-SAINT-LOUIS-
DU-RHÔNE : 95 personnes



ÉTENDRE LA PRÉSENCE DU PLANNING FAMILIAL

C'est à la demande des Ateliers Santé Ville des communes du territoire Ouest étang de Berre de mettre en place des actions en lien avec la santé sexuelle, que le Planning Familial 13 a commencé, depuis fin 2014 et début 2015, à développer des actions d'éducation à la sexualité, de prévention des conduites à risques et des violences. Ces initiatives, dont l'un des objectifs est de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, sont préparées et coordonnées avec les Maisons Régionales de Santé, les équipes éducatives des établissements, les professionnel-le-s des structures médico-sociales, les Ateliers Santé Ville. S'y ajoute la création d'espaces d'informations et d'échanges sur les représentations autour des sexualités, de la santé reproductive et sexuelle auprès des adultes et des professionnel-le-s.

• Interventions en milieu scolaire

En écoles élémentaires des séances d'éducation à la vie ont été menées auprès de tous les élèves des CM2 de Port-saint-Louis-du-Rhône.

En collèges, des représentations de théâtre-forum ont été suivies de groupes info auprès de toutes les classes de 6^e du collège Paul-Eluard de Port-de-Bouc et du collège Marcel-Pagnol de Martigues.

• Interventions hors milieu scolaire

Des stands d'information et de sensibilisation ont eu lieu à Port-saint-Louis (forum santé), à Martigues (salon des jeunes) et Istres (journée citoyenne de l'AFPA et action « Protège ton été » avec Espace Pluriel Jeunes). La présentation d'un théâtre-forum suivi d'un débat a su mobiliser des jeunes d'ETAPS en partenariat avec les missions locales d'Istres/Fos/Miramas.

Le Planning Familial 13 participe à la dynamique de réseau associatif existante en apportant un regard ciblé sur les questions de vie affective et sexuelle :

- journées thématiques en collaboration avec d'autres structures à Istres (Espace Pluriel Jeunes, Mission locale, AFPA, CPEF), à la MDA (Miramas...),
- réunions de réseaux (violences conjugales à Istres),
- temps de travail collectifs (MDA de Miramas, RéSOEB Martigues, Mission locale d'Istres) sur des thématiques de santé sexuelle, d'informations et d'accès aux soins,
- présentation du site internet « parlons-ici.org » et du numéro vert IVG-Contraception dans le cadre du Pass Santé Plus à Istres, Port-saint-Louis et Martigues.

Permanence d'accueil et d'écoute à la MRS d'Istres





PRISE EN COMPTE DES VULNÉRABILITÉS

NOS ACTIONS

♦ Le collectif Femmes Plus est composé de femmes concernées par le **VIH, le VHC et le VHB** et des associations **le Planning Familial 13, AIDES, SIS Animation Paca, Sol En Si** et le **Réseau Santé Marseille Sud**.

♦ Chaque année, près de **50 femmes** concernées participent aux actions proposées par le **collectif Femmes Plus** qui prennent souvent la forme de **rencontres conviviales autour d'un repas** ou avec des professionnel-le-s.

♦ En 2015, **une dizaine de femmes** concernées de la **région PACA** ont participé au colloque national « **Le VIH un révélateur d'inégalités sociales ?** » et ont participé à l'élaboration de revendications pour **améliorer la prise en charge et la lutte contre les discriminations envers les femmes séropositives**.

Avant j'avais envie de me défendre contre les discriminations, aujourd'hui j'ai quelques astuces, parfait !

Les rencontres permettent de nous exprimer, être écoutées sans jugement, par l'expérience du vécu des autres on apprend aussi des choses.

AVEC LES FEMMES VIVANT AVEC LE VIH

L'un des engagements du Planning Familial 13 auprès des femmes vivant avec le VIH, est son appartenance au collectif Femmes Plus. Ce collectif offre un espace de parole aux femmes touchées par le VIH, le VHC et le VHB ; il permet une mobilisation individuelle et collective et œuvre à faire cesser l'invisibilité des femmes face à ces épidémies. Membre du COREVIH PACA Ouest-Corse, le Planning Familial 13 prend part à la réflexion du mouvement confédéral autour des enjeux de prévention, de prise en charge et de lutte contre les discriminations pour les femmes au sein d'une commission nationale.



Programme 2015
du collectif Femmes Plus

« FEMMES, SANTÉ, SEXUALITÉ SI ON EN PARLAIT »

Proposé par le Planning Familial 13 à divers structures d'accueil (centres sociaux, organismes de formation...), cet espace de parole collectif s'adresse à des groupes de femmes (6 à 12) sur la base du volontariat. Ces groupes sont animés par une conseillère conjugale et familiale en une série de cinq séances de deux heures. Outre la réduction des risques liés à la sexualité encourus par les femmes en situation de précarité, les objectifs sont de permettre à chacune de devenir actrice de sa propre prévention et relais auprès d'autres femmes, mais aussi de favoriser l'appropriation de son corps et du vécu de sa sexualité. Malgré l'aspect intime des sujets abordés les femmes se saisissent largement de cet espace où la parole circule librement, souvent pour la première fois, autour de thèmes qui les préoccupent comme les méthodes de contraception, les grossesses non désirées, les IST, les violences, la façon d'aborder la sexualité avec les enfants et les adolescents. L'échange permet de se retrouver sur les points communs à la vie affective et relationnelle sans jugement.

De plus, depuis deux ans, a lieu au centre social La Martine l'animation d'un groupe sur la parentalité. Cet espace de parole qui réunit parents et enfants crée là aussi un espace respectueux et sans jugement qui rend possibles un échange, une communication et un regard différents posés sur la relation parents-enfants.

Ces rencontres nous permettent de croire en notre force malgré notre état physique.

« HANDICAP ET ALORS ? »

La mise en œuvre du projet « Handicap et Alors ? » s'attache à travailler avec les personnes elles-mêmes sur des questions relatives à leur vie affective, relationnelle et sexuelle, mais aussi avec ceux qui les entourent (familles, professionnel-le-s, institutions...); ce projet s'inscrit dans les objectifs du Planning Familial 13 qui sont de lutter pour que chaque personne puisse vivre une sexualité libre et consentie, quelle que soit sa situation. Selon la demande et le contexte institutionnel, le Planning Familial 13 a proposé différents types d'intervention :

- Pour les personnes en situation de handicap et leur entourage : écoute individuelle, groupes de parole, groupes d'information
- Pour les professionnel-le-s et les institutions : formations « Handicap et sexualité »,

analyse de la pratique, accompagnement méthodologique pour la mise en œuvre d'actions autour de la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes accueillies, accompagnement institutionnel en vue de formalisation d'écrits. En 2015, en complément du travail engagé les années précédentes auprès de 15 structures se sont ajoutées 11 nouvelles demandes, faisant suite à la fermeture du CODES 13 (dont des IME, ESAT, MAS, FAM et des instituts sensoriels). De plus, si la fréquentation de nos permanences d'accueil pour les entretiens individuels a égalé celle de 2014, celle du cabinet médical a connu une nette augmentation : prendre soin de soi étant le signe d'une meilleure estime de soi et d'une plus grande autonomisation, cette augmentation est très encourageante.

VIOLENCES SEXUELLES SUR FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP

Une femme (valide) sur dix de moins de 20 ans déclare avoir été agressée sexuellement au cours de sa vie*. Selon l'Onu, 80 % de femmes en situation de handicap sont victimes de violences.

En France, il n'y a pas d'enquêtes spécifiques sur les violences subies par les femmes en situation de handicap. Pourtant, lors de nos animations de groupes, les révélations de violences subies sont fréquentes et massives : sur un groupe de 8 jeunes femmes porteuses d'un handicap mental, 6 ont subi un inceste. Pour 4 d'entre elles, l'institution était déjà au courant, les 2 autres ont révélé les faits entre les séances du groupe de parole. C'est pourquoi, il nous semble urgent de promouvoir l'éducation à la sexualité depuis le plus jeune âge, comme moyen de prévention ou de prise en charge de violences.

* Source : Bajos N., Bozon M., « Les agressions sexuelles en France : résignation, réprobation, révolte », Enquête sur la sexualité en France, 2008.

AVEC LES MINEUR-E-S SOUS MAIN DE JUSTICE

Depuis maintenant quatre ans le Planning Familial 13 réalise des actions auprès des filles mineures incarcérées au centre pénitentiaire des Baumettes (CPF) ainsi qu'auprès des garçons mineurs à l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM). Par ailleurs, le travail engagé en 2014 au Centre éducatif fermé (CEF) « Les Cèdres » s'est poursuivi tout au long de l'année 2015 ; la qualité et la pertinence des rencontres avec les jeunes devraient donner lieu à la poursuite d'interventions régulières en 2016.

Ces actions s'inscrivent dans les objectifs d'éducation à la sexualité et ouvrent un espace de parole, respectueux et bienveillant autour des questions liées à la vie affective et sociale.

Ainsi, lors de ces séances, nous échangeons, débattons, informons autour de thématiques telles que les relations affectives, la contraception, le corps féminin et masculin, les IST, le VIH, les violences sexuelles et conjugales, la parentalité, l'homophobie... La régularité de ces rencontres permet de créer petit à petit un espace de confiance essentiel pour aborder ces questions de la vie des jeunes. L'année 2015 nous a confortés dans l'intérêt de travailler avec ces publics ; non pas que les jeunes soient très différents des autres mais plutôt sur ce que le contexte particulier du milieu fermé induit sur les comportements.

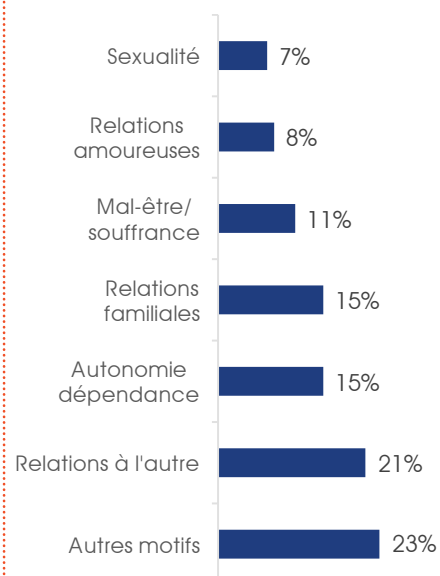
ACTIONS AVEC LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

♦ **342 personnes** accompagnées.

♦ **213 personnes en situation de handicap** dont : **181** pour des **entretiens individuels**, et **32** personnes en séances de **groupes de parole** ou d'information (15 séances).

♦ **127 professionnel-le-s** accompagné-e-s, dont **69 en formation**.

MOTIFS PRINCIPAUX DES ENTRETIENS



ACTIONS AVEC LES MINEUR-E-S SOUS MAIN DE JUSTICE :

♦ **19 garçons** et **13 filles** rencontré-e-s en 2015.



FORMER DES RELAIS

UN OBJECTIF POLITIQUE

♦ **ORGANISME DE FORMATION DEPUIS 1976**

♦ **10 salariée s** mobilisées sur cette activité.

♦ **497 personnes** formées en 2015.

117 PERSONNES ONT PARTICIPÉ À DES FORMATIONS ANIMÉES PAR LE PLANNING FAMILIAL 13 EN LIEN AVEC LES THÈMES GENRE, ÉCOUTE ET SANTÉ SEXUELLE :

♦ **3 sessions de formation** à l'**entretien pré-IVG** pour les agents du service de Planification du département des Alpes-Maritimes (Nice, 06).

♦ **2 sessions Genre, écoute, sexualités** pour les personnes intervenant à Marseille sur les **territoires Politique de la Ville** (Centre et Nord) et des journées complémentaires dans le cadre du réseau.

♦ **12 journées de formation** pour le **personnel de l'Ars** (association pour la réadaptation sociale, Marseille) pour une meilleure prise en compte des **questions liées à la sexualité** dans leurs pratiques professionnelles.

♦ **2 sessions de formation à la relation d'aide** pour les réseaux des Points d'appui et d'accès au droit des étrangers (Bouche-du-Rhône et Vaucluse).

♦ **69 professionnel-le-s** se sont formé-e-s à une meilleure prise en compte de la **vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap** dans leur institution.

Au Planning Familial 13, la formation de relais participe à la dynamique associative ; grâce à cette activité l'équipe réalise un travail de réseau permanent. La formation est un moyen d'aller à la rencontre d'autres acteur-trice-s pour partager nos savoirs et savoir-faire mais aussi pour développer, à travers une lecture commune des mécanismes d'oppression, des relais de notre projet associatif dans différents champs.

L'analyse des rapports sociaux de sexe et la démarche de réduction des risques appliquée au champ de la santé sexuelle se trouvent au cœur des formations de relais proposées par le Planning Familial 13. Destinées aux intervenant-e-s du domaine socio-éducatif (Éducation nationale ; associations et institutions de proximité : centres sociaux, CAF, Ars, ADDAP, MEP, PJJ), ces formations leur permettent de s'outiller pour intégrer ces approches dans leurs pratiques.

Ainsi, la prise en compte de la **vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap** implique la sensibilisation des équipes au sein des institutions afin qu'elles intègrent cette dimension dans leur accompagnement des personnes (voir le projet « Handicap et alors ? » page 17).

Par ailleurs, la mise en œuvre du Prodas (voir page 12) repose sur la formation de professionnel-le-s du champ socio-éducatif afin qu'ils-elles s'en approprient les fondements et contenus et l'articulent à leur pratique auprès d'enfants, de jeunes ou d'adultes.

L'expérience du Planning Familial 13 dans le domaine de l'éducation à la sexualité, de l'accompagnement au choix contraceptif et autour de l'IVG l'amène aussi à intervenir dans de nombreux cursus de formation initiale (faculté de médecine, écoles de soignant-e-s) et en formation continue (auprès des médecins, sages-femmes, infirmier-ère-s, conseillères conjugales et familiales).

L'ÉDUCATION POPULAIRE, SOCLE POLITIQUE D'UNE DÉMARCHE PÉDAGOGIQUE

Les principes de l'éducation populaire sous-tendent la démarche pédagogique que propose le Planning Familial autant en formation que dans ses autres activités. Ils s'appuient sur les savoirs du groupe associé à la définition des contenus, et l'engagent dans un travail à partir des représentations associées aux différents thèmes abordés. L'alternance entre mutualisation des savoirs, apports théoriques et pratiques, mises en situation et analyse de la pratique est la méthodologie privilégiée en formation.

LA FORMATION, UN OUTIL DE CONSCIENTISATION

Au-delà des contenus, les différentes formations proposées sont l'occasion pour les participant-e-s et l'équipe pédagogique du Planning Familial 13 – à travers le partage et l'analyse des problématiques rencontrées – de mieux comprendre son environnement, pour pouvoir s'y situer et agir à le transformer. En cela, la formation constitue un formidable outil de conscientisation et de ce fait un moyen précieux pour la mise en œuvre du projet associatif.

LA FORMATION QUALIFIANTE AU CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL

L'**animation de groupes d'information et de parole** (notamment en éducation à la sexualité) et la **conduite d'entretiens** (choix contraceptif, interruption de grossesse, accompagnement à la parentalité, situations de conflits, de violences intra-familiales, sexistes, sexuelles...) sont des éléments essentiels de la pratique du conseil conjugal et familial.

L'écoute mobilisée permet à la personne de situer sa problématique au sein d'un contexte sociétal, social, familial, personnel et – plus particulièrement dans les cas de violences – de renforcer sa place en tant que sujet afin qu'elle opère des choix adaptés à sa situation et à son mieux-être. Ainsi l'écoute active (approche *counseling*), l'analyse de genre, l'approche en réduction des risques et la démarche d'éducation populaire constituent les éléments fondamentaux et transversaux de la formation. Les contenus portent sur les différents

champs d'intervention du conseil conjugal et familial : sexualités ; contraception, grossesse, avortement, accouchement sous secret ; désir d'enfant, aide médicale à la procréation, adoption et accompagnement à la parentalité ; maltraitance et violences sexuelles, sexistes, conjugales, familiales ; problématiques spécifiques : maladie, deuil, handicap, VIH/IST, inter-culturalité, trans'identités, addictions, prises de risques, vulnérabilité sociale. Cette formation longue est l'occasion pour chacun-e de développer ses capacités à être ensemble, à confronter ses idées, à partager une vie de groupe, à s'exprimer en public, à écouter, à réfléchir et à adopter une attitude questionnante. Les stagiaires expérimentent à travers la démarche pédagogique qui leur est proposée la posture professionnelle qu'il leur faudra mobiliser dans l'exercice de leur fonction.

Formation CCF session 2013-2015



♦ **68 personnes** se sont formées à l'**animation du Prodas** à Marseille et hors du département (Ardèche, Vaucluse).

♦ **66 étudiant-e-s** de la faculté de **médecine** ont participé aux modules dispensés par le Planning Familial 13 dans le cadre de leur cursus universitaire.

♦ **160 participant-e-s** ont bénéficié des interventions du Planning Familial 13 consacrées à la **contraception et au féminisme** lors de colloques en Région PACA.

FORMATION AU CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL (CCF) EN 2015 :

♦ **14 personnes** ont présenté leur **mémoire professionnel**.

♦ **11 stagiaires** du PF 13 ont obtenu la **Qualification CCF**.

♦ **17 personnes** sont inscrites à la nouvelle session qui a débuté en octobre 2015.

LE PLANNING FAMILIAL 13 C'EST AUSSI UNE ÉQUIPE QUI SE FORME EN PERMANENCE :

♦ **Formation professionnelle continue** dont ont bénéficié **12 salarié-e-s** en 2015.

♦ **Formation en interne** à un nouvel **outil de planification du travail** pour l'ensemble des salarié-e-s.

♦ **Réunions régulières d'analyse des pratiques**.

♦ **Participation** à des journées d'analyse des pratiques au **niveau confédéral**.

♦ **Supervision mensuelle**.

♦ **Participation** de salarié-e-s au **pôle Formation confédéral**.



TRAVAIL EN RÉSEAU ET PARTENARIATS

PARTENAIRES DU PLANNING FAMILIAL 13

♦ INSTITUTIONNELS

Agence Régionale de Santé
Ateliers Santé Ville
Caisse Primaire d'Assurance Maladie
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône
Conseil Régional PACA
Direction Départementale de la Cohésion Sociale
Direction Jeunesse, Sports et Cohésion Sociale
Direction Régionale Droits des Femmes
ESIA
INPES
Politique de la ville de Marseille
Politique de la ville d'Aix-en-Provence
Politique de la ville de Miramas
Politique de la ville de Marignane
Ville d'Aix-en-Provence
Ville d'Istres
Ville de Marseille
Ville de Vitrolles

♦ DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

ADDAP 13
Centre de dépistages anonymes et gratuits
Centre de Planification et d'Éducation Familiale du Conseil Départemental 13
Centre d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections Sexuellement Transmissibles
CIDFF
COREVIH PACA OUEST
CRES PACA
CRIPS PACA
Éducation Nationale
Grand Conseil de la Mutualité
Maisons de la Solidarité
Protection Judiciaire de la Jeunesse
SIS association
SOS Femmes

♦ À AIX-EN-PROVENCE

Bureau Information Jeunesse
Centre d'Interruption Volontaire de Grossesse du Centre hospitalier du pays d'Aix
Faculté de Lettres d'Aix-en-Provence
Point Accueil Écoute Jeunes
Tremplin de Prev'
ôT théâtre
Unis-cités

Depuis de nombreuses années, le Planning Familial 13 est porteur d'une démarche de réseau et d'accompagnement des professionnel-le-s sur les questions de « Genre, Écoute et Sexualité » des structures socio-éducatives dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville des 1^e, 2^e, 3^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e arrondissements de Marseille.

Nous entendons par accompagnement le fait de sensibiliser et d'outiller les professionnel-le-s sur les questions de sexualité, de genre, de conduites à risques. Cet accompagnement se décline de différentes façons :

- L'apport d'éléments théoriques, lors de temps de formation notamment, visant à outiller les professionnel-le-s sur l'écoute et l'accompagnement des questions de sexualité, la réactualisation des connaissances sur les corps sexués, les contraceptions et l'IVG et leur cadre légal, l'identification de la catégorisation du masculin et du féminin et de ses conséquences en terme de vulnérabilités.
- L'appui au développement et la co-animation d'actions auprès des publics (éducation à la vie affective et sexuelle, accompagnement à la parentalité...).
- Le soutien et l'écoute des professionnel-le-s au sujet de situations rencontrées dans leur pratique.

- Des échanges de pratiques entre professionnel-le-s de mêmes territoires.

Cette démarche d'implication des professionnel-le-s « non spécialistes » de l'éducation à la sexualité a pour objectif de constituer au fil du temps un réseau de professionnel-le-s qui deviennent des relais de proximité sur les questions d'éducation à la sexualité dans l'environnement quotidien des personnes.

L'accompagnement des professionnel-le-s sur les thématiques qui sont les nôtres n'est bien évidemment pas unilatéral. Il permet également de nourrir en retour nos pratiques, notre connaissance des problématiques rencontrées par les personnes et des spécificités territoriales. En 2015, un travail sur l'évaluation de cet accompagnement a été initié avec les coordinatrices des Ateliers Santé Ville de ces secteurs.

LES CeGIDD (CENTRE GRATUIT D'INFORMATION, DE DÉPISTAGE ET DE DIAGNOSTIC)

L'année 2015 est marquée par la mise en place des CeGIDD, issus de la fusion des CIDDIST (Centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles) et des CDAG (Centres de dépistages anonymes et gratuits). Ces structures avaient pour mission l'accès au dépistage, à l'information sur le VIH, les hépatites et les IST et l'accès aux traitements des IST.

Aux fonctions antérieures de ces structures s'ajoutent de nouvelles missions qui sont axées sur la prévention et le diagnostic des autres risques liés à la sexualité dans une approche globale de santé sexuelle. Nous pouvons donc dire que les nouvelles fonctions des CeGIDD correspondent à notre réalité quotidienne et aux missions du Planning Familial.

Aujourd'hui, la réforme des CeGIDD vient interroger les enjeux de l'institutionnalisation et de la re-médicalisation des thèmes liés à la vie affective et sexuelle. À ce titre, le Planning Familial doit investir ces espaces, y faire valoir son expérience et continuer à y faire vivre les piliers fondamentaux de notre pratique que sont l'approche centrée sur la personne, l'éducation populaire, la lutte contre les rapports de domination et l'approche de réduction des risques.

Conscient de ces enjeux, le Planning Familial 13 a été proactif dans l'établissement des conventions de partenariat avec les structures habilitées CeGIDD dans les Bouches-du-Rhône (Conseil Départemental, Aides, Centre Hospitalier de Martigues).

LE T.TIME

Le T.TIME c'est un espace-temps de rencontres, d'échanges et de soutiens entre personnes trans et intersexes et/ou en questionnements d'identités, quels que soient les parcours et les modes de vie.

Le T.TIME ce sont aussi des énergies, des sympathies, des solidarités, qui permettent la transmission transversale de savoirs et qui créent des dynamiques d'autosupport.

Le premier T.TIME a eu lieu en juin 2013, au moment de l'Europride. Il se déroule maintenant une fois par mois à Marseille, en alternance dans les locaux du Planning

Familial 13 et de AIDES Marseille. Le T.TIME est fréquenté par une dizaine de personnes en moyenne, âgées de 16 à 60 ans. Certaines personnes viennent régulièrement, d'autres ponctuellement.

Depuis 2014, il existe un espace-temps dédié aux proches de personnes trans (le T.TIME Proches), qui a lieu une fois par trimestre.

Dès la création du T.TIME, le Planning Familial 13 a été soutenant : en participant activement au colloque « Transidentités » lors de l'Europride 2013, en accueillant des soirées films/

débats sur ces thématiques et en prêtant régulièrement ses locaux.

Le Planning Familial 13 a également formalisé la volonté de recevoir des personnes trans dans le cadre de ses permanences : en apportant une attention à la formation des CCF sur ces accueils et en accompagnant effectivement des personnes concernées dans leur parcours de santé.



LA TROUSSE À OUTILS, STAGES D'AUTODÉFENSE POUR LES FEMMES

L'association La Trousse à Outils, dont le siège est à Marseille, développe auprès des femmes la pratique de l'autodéfense dans la région PACA ; elle organise des stages de deux jours dans le cadre de la méthode RIPOSTE issue du programme ACTION du Centre de Prévention des Agressions de Montréal (Canada).

Le but de cette pratique d'autodéfense est de donner aux femmes la possibilité de s'affirmer, de se sentir plus libres et plus confiantes ainsi que d'acquérir les moyens de se défendre, et de prévenir les agressions, qu'elles soient physiques, verbales, psychologiques ou sexuelles, commises par des proches ou par des inconnus. Grâce à des mises en situation et des jeux de rôles proposés par l'animatrice, les participantes apprennent à se protéger dans une ambiance coopérative et chaleureuse.

Le Planning Familial 13 met à disposition ses locaux marseillais pour l'organisation des stages qui s'inscrivent parfaitement dans ses préoccupations. Ce partenariat permet, d'une part, aux usager-ère-s du Planning de découvrir l'existence de cette pratique, d'autre part, aux participantes du stage d'autodéfense d'identifier le Planning Familial comme lieu ressource.

En 2015, les intervenantes de la Trousse à Outils ont animé un stage dans le cadre de la formation au conseil conjugal et familial, et un atelier dans le cadre des journées Femmes plus.



À MARSEILLE

AAJT
Aides
AVAD
Association de réadaptation sociale
ASUD Mars say hey
Autres Regards
Centre de Culture Ouvrière Velten
CEF Les Cèdres
Centre social Baussenque
Centre social Bourrely
Centre social Lamartine
Centre social La Savine
Centre social les Musardises
Centre social Malpassé
Centre social Saint Gabriel
Centre social Tivoli
Collectif 13 Droits des Femmes
Collectif IDEM
Collectif Femmes plus
CPF Les Baumettes
École des Parents et des Educateurs
EPM La Valentine
Équipe mobile de l'AP-HM
ESAT les Argonautes
Faculté de Médecine Aix - Marseille Université
Habitat Alternatif et Social
Image santé
La Trousse à outils
Médecins du Monde
MEP
MPT Kléber
Réseau Santé Marseille Sud
Sol en Si

À SALON-DE-PROVENCE

Maison des Adolescents 13 Nord
MDS Salon

AUTOUR DE L'ÉTANG DE BERRE

Espace Pluriel Jeunes Istres
Maison des Adolescents 13 Nord
Maison Régionale de Santé de Istres
Mission Locale de Istres
Mission locale de Miramas
Réseau Ouest Étang de Berre
Réseau Violences Conjugales

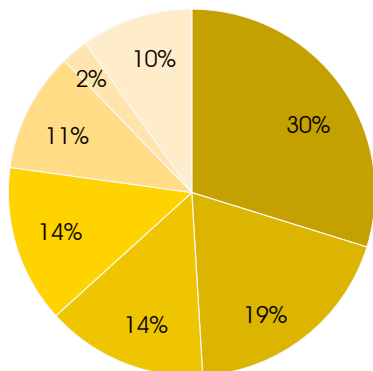
MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL

Association départementale du Vaucluse
Association départementale des Alpes-Maritimes
Association départementale des Hautes-Alpes
Confédération nationale
Fédération régionale



BILAN FINANCIER

LA DIVERSITÉ DES FINANCEMENTS



- État (ARS)
- Conseil général 13
- Conseil régional PACA
- État (DDCS, FNPEIS, DRDFE, FDVA, INPES, CPCAM)
- CUCS (villes, État, Région)
- Villes
- Vente de prestation formation

LE MOT DE LA TRÉSORIÈRE

Le redressement financier amorcé en 2014 avec l'aide exceptionnelle de nos partenaires institutionnels (État, Département, Région) s'est encore amélioré de façon significative au cours de l'exercice 2015.

- 2015 : Résultat net de + 15 475 €
- 2014 : Résultat net de + 2 152 €

Les résultats positifs obtenus lors de ces deux dernières années vont favoriser la reconstitution de nos fonds propres, d'autant que nous revenons de loin puisque, en 2013, nous affichions une perte de 64 077 €.

Nous avons relevé le défi de confirmer notre redressement financier avec l'aide d'un dispositif local d'accompagnement (DLA), qui nous a permis d'effectuer un travail de réflexion sur notre organisation de travail : amélioration de nos outils de gestion et de suivi accompagnée d'un redéploiement des ressources humaines du fait de départs non remplacés, et changements organisationnels parfois difficiles pour les salarié-e-s. Au Planning Familial 13, l'engagement des membres de l'équipe, de la direction et du bureau reste remarquablement solide et indéfectible, y compris durant les périodes de crise. Cela nous donne de la force.

Le soutien renouvelé de nos partenaires participe bien sûr de notre équilibre retrouvé :

- engagement de l'ARS sur la formation du Pôle régional de compétence Prodas,
- engagement de la Région et de l'ARS pour le développement de nos actions sur la zone ouest de l'étang de Berre,
- engagement constant du Département sur notre centre de planification et d'orthogénie et sur nos actions éducatives,
- financements constants dans le cadre des Contrats de ville.

Mais l'exercice 2016 s'annonce de nouveau avec beaucoup d'incertitudes (déclaration d'une coupe budgétaire de 16 % de la part du Conseil départemental, attente des orientations du Conseil régional).

Dans ce contexte, le conseil d'administration et la direction du Planning Familial 13 restent attentifs à assurer des conditions de travail sereines à l'équipe salariée.

Structure toujours créative, le Planning Familial 13 revisite sans cesse ses projets et se maintient comme force de proposition auprès de ses partenaires.

Avec le soutien de nos adhérent-e-s, il nous faudra exercer une vigilance constante afin de poursuivre le développement de nos activités dans le cadre de nos missions et le respect de nos orientations.

Marie-Annie Handelsman

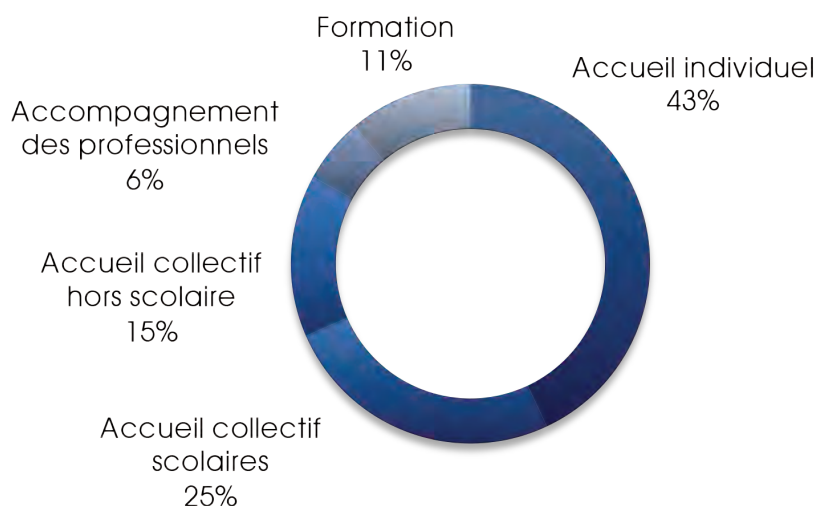
RÉPARTITION DES CHARGES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

♦ **Accueil individuel** : centre de planification, permanences d'écoute, plateforme téléphonique, site internet.

♦ **Accueil collectif des scolaires** : interventions auprès de groupes dans les écoles, collèges, lycées, et auprès des étudiants.

♦ **Accueil collectif hors scolaire** : interventions dans les structures sociales, éducatives et associatives.

♦ **Formation** : formation qualifiante conseiller-ère conjugal-e et familial-e et modules de formations courtes.



COMPTE DE RÉSULTATS AU 31/12/2015

Produits	2015	2014
Services	141 287 €	127 718 €
Subventions État-ARS	412 358 €	405 558 €
Subventions collectivités territoriales	444 465 €	394 325 €
CUCS contrat de ville	58 667 €	106 701 €
Total subventions	915 490 €	906 584 €
Autres produits de gestion	14 581 €	30 840 €
Sous-total avant report	1 071 357 €	1 065 143 €
Report de subventions N-1 ET N	321 985 €	249 122 €
Quote-part subventions équipement	43 533 €	39 354 €
Produits d'exploitation	1 436 876 €	1 353 619 €
Financier & exceptionnel	771 €	683 €
Total des produits	1 437 647 €	1 354 301 €

Charges	2015	2014
Achats	31 986 €	22 715 €
Services externes	170 812 €	151 497 €
Impôts et taxes	29 513 €	29 918 €
Frais de personnel	714 511 €	750 610 €
Autres charges de gestion	21 658 €	15 440 €
Total charges activités	968 479 €	970 181 €
Report de subventions N sur N+1	372 310 €	321 985 €
Dotation provision pour risques	22 678 €	
Dotations aux amortissements	52 458 €	51 759 €
Total charges d'exploitation	1 415 925 €	1 343 924 €
Financier & exceptionnel	6 247 €	8 225 €
Total des charges	1 422 172 €	1 352 149 €

Résultats	2015	2014
Produits d'exploitation	1 436 876 €	1 353 618 €
Charges d'exploitation	1 415 925 €	1 343 924 €
Résultat d'exploitation	20 951 €	9 694 €
Produits financiers et exceptionnels	771 €	683 €
Charges financières et exceptionnelles	6 247 €	- 8 225 €
Résultat financier et exceptionnel	- 5 476 €	- 6 810 €
Résultat net	15 475 €	2 152 €

♦ **LE COMMISSAIRE AUX COMPTES** : les comptes annuels ont été contrôlés et certifiés par notre commissaire aux comptes, monsieur Bruno Nivière de CPECF-AUDIT.

BILAN AU 31/12/2015

ACTIF	2015	2014
Actif immobilisé	591 007	585 015
Stocks et créances	301 786	300 256
Trésorerie Actif	364 398	182 366
TOTAL ACTIF	1 257 191	1 067 637

PASSIF	2015	2014
Fonds associatifs	613 843	588 619
Provisions pour risques et charges	22 678	
Dettes	620 670	479 018
TOTAL PASSIF	1 257 191	1 067 637



Marianne, 1^{er} décembre 2015

Libération, 27 novembre 2015

Le Monde, 1^{er} décembre 2015

20 Minutes, 10 décembre 2015

Elle, 11 décembre 2015

PAS

